

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

Ce que je reproche au budget, c'est qu'il est le fruit d'une démarche économique idiote. Tous les Canadiens admettent que l'ampleur de la dette pose un problème et que nous ne pouvons pas indéfiniment dépenser de l'argent qui ne rentre pas. Nous voulons tous avoir les moyens de financer les futurs programmes.

Je crois toutefois que pour résoudre un problème de ce genre, il faut offrir des possibilités à ceux qui n'en ont pas et qui ne paient pas d'impôts. Le gouvernement devrait offrir des possibilités à ceux qui sont incapables de lancer des entreprises ou de créer des emplois, pour leur permettre d'avoir l'avenir qu'ils désirent.

Il y a bien des gens de ma circonscription qui voudraient faire davantage, mais le gouvernement les en a empêchés.

Ainsi, le secteur coopératif peut faire beaucoup. Une proportion de 43 p. 100 des Canadiens font partie d'une coopérative et 70 000 personnes travaillent pour des coopératives. Les coopératives financières ont des avoirs de 60 milliards de dollars, alors que les coopératives de détail ont des ventes de 16 milliards. Il s'agit d'un secteur important de l'économie qui pourrait contribuer largement à veiller à ce que le développement soit soutenu dans les agglomérations et les régions touchées par l'Accord de libre-échange.

Le secteur coopératif cherchait de l'aide au niveau des dividendes. Pour le moment, les gens n'ont pas intérêt à investir dans des coopératives, par rapport à d'autres entreprises.

Le secteur des coopératives d'habitation s'est senti trahi lorsque les 5 000 logements promis ont été réduits à 1 800. Le secteur coopératif a été déçu par l'inaction du gouvernement après que les ministres responsables de ce secteur ont déclaré que les coopératives de santé et de travailleurs pouvaient permettre d'économiser de l'argent et de sauver des emplois au pays.

On a sabré dans l'aide officielle au développement, alors que le secteur coopératif a joué un rôle-clé dans la prestation de l'aide internationale et l'établissement de liens entre les Canadiens et les habitants d'autres pays. Ce secteur a voulu s'assurer que le Canada apporterait sa contribution à la collectivité mondiale. Nous ne pouvons pas continuer à prospérer en tant que nation si nous réduisons nos voisins à la pauvreté.

Le secteur du développement communautaire souhaiterait apporter sa contribution lui aussi. L'on pourrait penser qu'un gouvernement conservateur qui croit en l'autonomie et en l'initiative chercherait à encourager les

groupes qui aident les gens à se tirer eux-mêmes d'affaire. Or, le gouvernement a sabré dans les programmes du Secrétariat d'État qui permettent à ces groupes de s'organiser.

Le gouvernement a aussi réduit les EDER. Le président du Comité des finances a déclaré que, d'après le livre bleu, le développement régional n'avait pas fait l'objet de compressions. Or, en consultant le livre bleu, j'ai découvert que le budget du ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie avait été amputé de 150 millions. Les fonds destinés aux EDER ont été réduits de 50 millions. Les subventions et les contributions au Bureau de diversification de l'économie de l'Ouest ont diminué de 40 millions. Je comprends que les conservateurs font des économies pour financer leur prochaine campagne électorale, mais ce n'est pas cela qui va aider les collectivités.

Les ententes antérieures ont beaucoup aidé à développer certains secteurs dans ma circonscription, dont la foresterie, la pêche de l'intérieur et le tourisme. Elles ont aidé les collectivités à tirer parti des possibilités.

Enfin, je veux parler de ma circonscription de Prince Albert—Churchill River. Nous voulons certes contribuer davantage, car c'est l'une des plus belles régions du pays et elle peut produire beaucoup de richesses. Ma circonscription englobe la moitié de la superficie de la province.

Mais qu'a fait le gouvernement pour Prince-Albert—Churchill River? Il ne s'est pas attaqué aux taux d'intérêt qui détruisent les petites entreprises. Or, comment peuvent-elles créer des emplois si les taux d'intérêt continuent d'augmenter? Comment les agriculteurs peuvent-ils emprunter de l'argent pour produire des récoltes, financer leur nouveau matériel et améliorer leurs exploitations agricoles si le gouvernement continue de hausser les taux d'intérêt?

La semaine dernière, je me trouvais dans ma circonscription. J'y ai vu non seulement des incendies de forêt, mais aussi des vents de poussière comme je n'en avais pas vu depuis quarante ans. Même les aînés ont dit qu'ils n'avaient pas vu autant de poussière pendant les dures années trente.

Non seulement le gouvernement n'a pas décidé comment il réagirait face à cette sécheresse éventuelle, mais il n'a même pas fini de régler les indemnités qu'il devait verser aux victimes de la dernière sécheresse. Il n'a pu remettre que 425\$ sur les 850\$ promis. Pour le reste, il tente de l'arracher aux trésors provinciaux, qui sont à sec.